

de Corinne Deloy

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

# Le candidat du parti au pouvoir, Rossen Plevneliev, favori de l'élection présidentielle en Bulgarie à une semaine du scrutin

Les Bulgares sont appelés à élire le successeur de Georgi Parvanov à la présidence de la République les 23 et 30 octobre prochains. Ces mêmes jours, ils désigneront également leurs représentants locaux et régionaux. En Bulgarie, le chef de l'Etat (et son vice-président avec lequel il forme un ticket) est élu pour un mandat de 5 ans renouvelable une seule fois (le président sortant Georgi Parvanov termine son 2e mandat et ne peut donc se représenter).

De nombreux bureaux de vote accueilleront les Bulgares vivant à l'étranger dans différents pays (46 en Turquie, 23 en Espagne, 14 aux Etats-Unis, 7 en Moldavie, etc.). 135 000 Bulgares résidant en dehors du pays avaient rempli leur devoir civique lors des dernières élections législatives du 5 juillet 2009.

Le candidat du parti au pouvoir des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB, «blason» en bulgare), Rossen Plevneliev, est le grand favori du scrutin et devrait, selon toutes les enquêtes d'opinion, s'imposer le 30 octobre prochain. Le grand nombre de candidats (18 au total) rend en effet très improbable la victoire d'un candidat dès le 1er tour.

18 personnes sont candidates à la magistrature suprême, dont 12 présentées par des partis politiques et 6 par des comités d'électeurs :

- Rossen Plevneliev, ancien ministre du Développement régional et des Travaux publics du gouvernement dirigé par le Premier ministre Boïko Borissov (GERB), désigné candidat du GERB, un parti auquel il n'appartient pas, le 4 septembre dernier. Il a choisi de former un ticket avec l'ancienne ministre de la Justice Margarita Popova ;
- Ivailo Kalfine, député européen et ancien ministre des Affaires étrangères (2005-2009) du gouvernement conduit par Sergueï Stanichev, est le candidat du Parti socialiste (BSP), dont il n'est pas membre (il appartient au Parti social-démocrate, ce qui n'est pas sans fortement déplaire à certains socialistes). Il se présente en ticket avec Stefan Danaïlov, célèbre acteur (il est l'un des héros de la série télévisée Stuklen Dom, la Maison de verre) et ancien ministre de la Culture (2005-2009) ;
- Meglena Kuneva, ancienne ministre des Affaires européennes (2002-2006) et ancienne commissaire européenne à la Protection du consommateur (2007-

2009), a annoncé sa candidature le 6 juin dernier. Positionnée au centre sur l'échiquier politique, elle se présente en candidate indépendante. Elle a choisi de former un ticket avec l'économiste Lioubomir Hristiv, qui a travaillé à la Banque centrale bulgare et à la Banque mondiale ;

- Volen Siderov, leader du parti d'extrême droite Ataka (A), soutien parlementaire du gouvernement dirigé par Boïko Borissov qui rassemble outre le GERB, la Coalition bleue, alliance formée par l'Union des forces démocratiques (ODS), dirigée par Martin Dimitrov, et des Démocrates pour une Bulgarie forte (DSB). Candidat malheureux à la dernière élection présidentielle des 22 et 29 octobre 2006, Volen Siderov avait cependant atteint le 2e tour où il avait recueilli 24,05% des suffrages pour 75,94% à Georgi Parvanov. Le leader nationaliste forme un ticket avec Pavel Chopov ;
- Roumen Hristov, candidat de la Coalition bleue, se présente en ticket avec l'ancien ministre de l'Intérieur (1999-2001), Emanouïl Yordanov ;
- Atanas Semov se présente sous les couleurs du Parti de l'ordre, de la loi et de la justice (RZS) dirigée par

## Election présidentielle en Bulgarie 23 et 30 octobre 2011

Yané Yanev. Il forme un ticket avec la conseillère municipale de Sofia, Polia Stancheva ;

- Maria Cappone et Nikola Kissiov (Parti populaire uni) ;
- Pavel Tchernev et Anélia Deltchéva (Parti pour les gens du peuple) ;
- Sali Ibriam et Valentina Gotseva (Mouvement national Unité) ;
- Krassimir Karakatchanov et Daniela Simidchiéva-Dimitrova (Organisation interne révolutionnaire macédonienne-Mouvement national bulgare, VMRO-BND) ;
- Stefan Solakov et Galina Vassileva (Front national pour le salut de la Bulgarie, NDSO) ;
- Nikolaï Nentchev et Jéko Ivanov (Union populaire des agriculteurs, BZNS) ;
- Andreï Tchorbanov et Anguel Mirtchev (Communauté bulgare démocratique) ;
- Ventsislav Yossifov et Emilian Dimitrov ;
- Dimitar Koutsarov, ancien policier et propriétaire d'une entreprise de sécurité, et Kamelia Todorova, chanteuse de jazz ;
- Alexeï Petrov et Nikolaï Gueorguiev ;
- Svetoslav Vitkov et Ventsislav Mitsov, tous deux célèbres chanteurs de rock ;
- Nikolaï Vassilev et Vladimir Savov.

La Commission des dossiers des personnes affiliées aux anciens services de la sécurité d'Etat d'avant 1989 a déclaré que 4 candidats - Alexeï Petrov, Krassimir Karakatchanov, Stefan Solakov et Ventsislav Yossifov - ont appartenu ou collaboré avec les services de la sécurité d'Etat du temps de la Bulgarie communiste.

« la priorité est l'amélioration de la vie des gens et sur ce point, nous sommes différents de Rossen Plevneliev qui se glorifie de projets qui sont ceux de l'Union européenne, la construction de nouvelles autoroutes et l'obtention de permis de construction. Je pense que ce n'est pas cela qui intéresse les gens qui ont des problèmes d'un autre ordre. Les priorités de l'Etat doivent être la création d'emploi, l'augmentation des salaires, l'accès à la santé, la sécurité du pays, l'image de la Bulgarie auprès de ses partenaires » a déclaré le candidat socialiste, Ivailo Kalfine. Selon lui, le candidat du GERB, Rossen Plevneliev serait incapable d'assurer l'unité de la nation s'il était élu. « nous avons un homme - le Premier ministre Boïko Borissov - qui impose sa volonté à l'ensemble de l'Etat » a affirmé Ivailo Kalfine qui essaie de convaincre ses compatriotes du caractère néfaste de la concentration des pouvoirs entre les mains du GERB et du danger que re-

présenterait l'élection de Rossen Plevneliev à la présidence de la République. Il s'est dit favorable à un renforcement du rôle du président de la République, par exemple par l'établissement de nouvelles lois sur le référendum ou sur le droit de veto (le chef de l'Etat possède un pouvoir de veto lui permettant de renvoyer un projet de loi vers l'Assemblée nationale obligeant les députés à ouvrir un nouveau débat).

« Ivailo Kalfine ne concourt pas pour l'élection présidentielle mais pour devenir Premier ministre. Nous ne votons pas pour des élections législatives. Le chef de l'Etat ne distribue pas d'argent, ne décide pas des salaires ou des revenus. Nous avons besoin d'un plan national pour le développement de notre économie et de notre secteur social » a affirmé Rossen Plevneliev, qui a qualifié la pratique du référendum de « bombe nucléaire pour la démocratie ».

Le 11 octobre dernier, Rossen Plevneliev et Ivailo Kalfine se sont affrontés lors d'un débat retransmis par la chaîne de télévision TV7. La moitié des téléspectateurs (47,5%) ont jugé le candidat du parti au pouvoir plus convaincant, 31% se sont prononcés en faveur du candidat socialiste selon une enquête d'opinion publiée par le quotidien Dnevnik.

Ivan Kostov, ancien Premier ministre (1997-2001) et leader des Démocrates pour une Bulgarie forte, a déclaré qu'il soutiendrait Roumen Hristov, candidat de la Coalition bleue, au 1er tour de l'élection présidentielle. « Je montrerai ma loyauté politique et je ferai ce que je dois faire » a-t-il déclaré. Les récentes tensions qui ont secoué la droite bulgare après que le leader de l'Union des forces démocratiques Martin Dimitrov a signé un accord pour le scrutin présidentiel avec la Communauté des forces démocratiques à l'insu de son partenaire Ivan Kostov avaient pu faire craindre une rupture entre les deux partis. Pour le leader des Démocrates pour une Bulgarie forte, il serait néfaste, voire dangereux, que le GERB monopolise l'ensemble des pouvoirs.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) de Ahmed Dogan, représentant la minorité turque de la Bulgarie (environ 9% de la population), a, comme à son habitude, annoncé qu'il ne soutiendrait aucun candidat et qu'il indiquerait à l'issue du 1er tour lequel des deux candidats restant en course il souhaitait voir accéder à la présidence de la République.

Les dernières semaines de la campagne électorale ont été marquées par des incidents consécutifs au décès le 23 septembre dernier d'Angel Petrov (19 ans), renversé par un véhicule conduit par un proche de la famille de Kiril Rachkov, dit le roi Kiro, patriarche local de la communauté rom, à Ka-

tounitsa (13 km de Plovdiv, sud du pays). A la suite de ce drame, des émeutes ont eu lieu dans plusieurs villes, dont Sofia et Plovdiv. Les maisons de la famille de Kiril Rachkov ont été incendiées sans que les forces de police n'essaient de calmer les manifestants. 127 personnes ont été arrêtées tout comme le roi Kiro. Le Premier ministre Boïko Borissov et le président de la République Georgi Parvanov se sont rendus sur les lieux du drame. Le chef du gouvernement, qui n'a pas condamné les manifestants, a rappelé que « la paix ethnique est le bien le plus précieux du pays ».

« Avant d'être un Rom, Kiril Rachkov est un oligarque, un mafieux comme la transition démocratique en a produit des dizaines. Cela dit, il faut reconnaître que l'affaire n'aurait pas pris une telle ampleur si Kiril Rachkov n'avait pas été rom : on n'a jamais vu de tels mouvements contre les barons locaux bulgares » a indiqué l'anthropologue Haralan Alexandrov.

Une enquête judiciaire a été ouverte à l'encontre de 6 entreprises détenues par Kiril Rachkov et ses proches, ainsi que sur 12 personnes et 2 fondations liées au même homme. Le roi Kiro a été mis en examen pour menaces contre la vie d'autrui et pourrait l'être également pour fraude fiscale s'il s'avère, comme le pense la justice bulgare, que lui et son entourage n'ont pas payé leurs impôts depuis plusieurs années. Le délai de prescription pour cette infraction est de 10 ans en Bulgarie.

325 343 personnes, soit 4,9% de la population totale du pays, se sont déclarées Roms (4,2% ont affirmé que la langue rom était leur langue maternelle) lors du recensement de février dernier selon l'Institut national des statistiques. Les experts estiment à environ 10% la population

rom résidant en Bulgarie. Environ 560 000 personnes (8,8% de la population) se sont déclarées membres de la minorité turcophone et 84,8% (5,6 millions) ont indiqué être Bulgares. Environ un Bulgare sur dix (9%) n'a pas souhaité mentionner son appartenance ethnique.

L'Assemblée nationale, unique chambre du parlement, a décidé de suspendre ses séances plénières entre le 12 et le 21 octobre dans le but d'éviter toute propagande électorale.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Alpha Research, un tiers des Bulgares (32%) s'apprêtent à voter en faveur de Rossen Plevneliev. Ivailo Kalfine recueillerait 18%, Meglena Kuneva, 9%, Volen Siderov 4% et Roumen Hristov, 3%.

Rossen Plevneliev est majoritaire parmi les Bulgares les plus diplômés et ceux résidant dans les plus grandes villes. Le candidat socialiste recueille le soutien des personnes les plus âgées, des moins diplômés comme des Roms et de la minorité turcophone.

Le sondage révèle que Rossen Plevneliev devrait remporter l'élection présidentielle au 2e tour par 46% des suffrages s'il est opposé à Ivailo Kalfine (23% des voix) et par 43% des suffrages dans le cas où il affronterait Meglena Kuneva (27%).

Après 10 années de présidence de Georgi Parvanov, chacun s'attend donc à une alternance à la tête de l'Etat bulgare. Les socialistes espèrent atteindre le 2e tour de scrutin. A 2 ans des prochaines élections législatives (prévues à l'été 2013), les résultats des 23 et 30 octobre seront en effet riches d'enseignement pour les deux principaux partis du pays.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.